

Communiqué de presse

**L'INTERNEMENT DE KAREN AVANESYAN EN AZERBAÏDJAN
PORTE À 20 LE NOMBRE OFFICIEL DES OTAGES D'ÉTAT ARMÉNIENS**



Karen Avanesyan

16 mars 2026

Il y a 6 mois, les forces de sécurité de l'Azerbaïdjan arrêtaient Karen Avanesyan, l'un des derniers habitants de Stepanakert, capitale de la République autodéterminée d'Artsakh, resté sur place en septembre 2023 après le nettoyage ethnique de l'ensemble de la population arménienne.

Accusé d'avoir fomenté un attentat contre le président azerbaïdjanais Aliiev, Avanesyan est pourtant connu de ses concitoyens comme un homme pacifique, qui n'a jamais pris les armes, souffrant de handicaps physiques et psychiques, sensible à la souffrance des animaux qu'il soignait en toutes circonstances.

Pour LIBERTAS, l'accusation de terrorisme de Karen Avanesyan porte le message officiel de l'Azerbaïdjan : l'impossibilité pour les Arméniens de vivre sur leurs terres ancestrales. Avec le renvoi en Arménie, il y a deux mois, du reliquat des Arméniens déplacés de force – une vingtaine de personnes âgées, handicapées et invalides –, cette criminalisation achève le plan de nettoyage ethnique par l'appropriation de leurs biens, leurs terres et leur patrimoine.

LIBERTAS

LIBERTAS félicite Maître Karnig Kerkonian* pour son discours prononcé le 16 mars 2026 devant le **Conseil des droits de l'homme de l'ONU**, dans lequel il a dénoncé l'expulsion des derniers Arméniens du Haut-Karabagh, la destruction du patrimoine culturel et la **détention arbitraire de Karen Avanesyan et des 19 autres otages d'État arméniens**.

LIBERTAS demande la libération immédiate de Karen Avanesyan et de **tous les otages arméniens**, ainsi que le retour en sécurité des déplacés sur leurs terres.



Maître Karnig Kerkonian

***Karnig Kerkonian** est un avocat international spécialisé dans les droits de l'homme, diplômé de l'Université Harvard, de l'Université de Chicago et de l'Université de Cambridge. Membre du directoire de Christian Solidarity International (CSI) et du Comité pour la défense des droits fondamentaux du peuple du Haut-Karabagh, créé par le Parlement du Haut-Karabakh en exil.

Cette déclaration de Karnig Kerkonian a été coparrainée par trois organisations non gouvernementales : l'Alliance évangélique mondiale (WEA), le Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ) et la Jubilee Campaign.

Vidéo de l'intervention de Karnig Kerkonian ici :

<https://www.youtube.com/watch?v=iVvzp9Ca6Rk>



Texte de l'intervention de Karnig Kerkonian :

«Monsieur le Vice-Président, je suis Karnig Kerkonian, membre du conseil consultatif de Christian Solidarity International et du comité pour la défense des droits fondamentaux du peuple du Haut-Karabagh. Après avoir déplacé de force 150 000 Arméniens autochtones du Haut-Karabagh, l'Azerbaïdjan continue de bloquer leur retour sûr en violation de l'ordonnance de la Cour internationale de Justice du 17 novembre 2023.

En fait, il y a à peine deux mois, l'Azerbaïdjan a expulsé les 11 derniers Arméniens restants au Haut-Karabagh. Mais cela ne suffit pas, Monsieur le Vice-Président. L'Azerbaïdjan continue de détruire le patrimoine culturel et religieux arménien en dépit de l'ordonnance de la Cour internationale de Justice du 7 décembre 2021, cherchant à effacer jusqu'à la preuve de la présence de notre peuple au Haut-Karabagh, une présence qui s'étend sur plus de 4 000 ans. Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan détient arbitrairement 20 Arméniens du Haut-Karabagh, les soumettant à la torture et à des procès fictifs sans accès à un avocat ni même aux preuves retenues contre eux. En expulsant la Croix-Rouge, l'Azerbaïdjan a privé ces détenus de tout contrôle humanitaire indépendant. Ces violations exigent une réponse de ce conseil.

Monsieur le Vice-Président, les représentants élus du Haut-Karabagh sont prêts à participer au forum de paix mandaté l'année dernière par le parlement suisse. Nous demandons au Conseil des droits de l'homme de se tenir aux côtés de notre peuple alors que nous recherchons le plus fondamental des droits humains, le droit de retourner dans notre patrie ancestrale. Merci».

Hilda Tchoboian – Coordinatrice de LIBERTAS

Tél: +33652955628



www.libertas2020.com

Contact presse (email) : Contact@libertas2020.com

GRAND LYON
la métropole

FONDATION
B FONDATION
BULLUKIAN
Centre
Govcas pour le Droit et la résolution des conflits

VILLE DE
LYON

PEAALE